

Assemblée générale d'EAPN 2012 – déclaration finale

L'AUSTERITE NE FONCTIONNE PAS – UN PACTE D'INVESTISSEMENT SOCIAL S'IMPOSE

Les délégués de la 23^{ème} Assemblée générale d'EAPN (7-9 juin, Norvège) se joignent aux personnes en situation de pauvreté pour adresser un « **carton rouge** » aux institutions européennes et ainsi leur signifier qu'elles ont **abandonné les gens**, dont les plus vulnérables, dans la course à l'**apaisement des marchés**. Les Etats membres, agissant ensemble au sein du Conseil européen, poursuivent une approche rivée exclusivement sur l'austérité, faisant payer aux « pauvres » le prix d'une crise dont ils ne sont pas responsables et empêchant une relance inclusive. Les délégués de l'Assemblée générale appellent les dirigeants européens à donner priorité à l'humain et à la planète plutôt qu'aux marchés et à s'accorder sur un **Pacte d'investissement social** pour restaurer la confiance des gens, offrir une vision positive et présenter une feuille de route pour la coopération européenne à venir.

Les délégués de l'Assemblée générale :

- Rejetent l'abandon brutal du peuple grec par l'Union européenne, qui n'a aucunement considéré les conséquences sociales à court et à long terme des politiques qu'elle a mises en œuvre.
- Questionnent les promesses énoncées par la Stratégie Europe 2020 de croissance inclusive et de réduction de la pauvreté, alors que l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté est négligé et que la gouvernance économique européenne se consacre au démantèlement des infrastructures sociales nationales, générant de la pauvreté et creusant le fossé des inégalités, particulièrement dans les pays soumis à la Troika.
- Dénoncent la marginalisation des parties prenantes dans les processus clés de l'Union européenne tels que la Stratégie Europe 2020 et l'érosion des processus démocratiques consécutive aux accords intergouvernementaux mis en œuvre sans suivi parlementaire adéquat.
- Expriment leur incompréhension et leur colère vis-à-vis de l'Union européenne, qui continue à soutenir un modèle voué à l'échec, fondé sur l'austérité, qui n'a d'autre issue que la récession et la fracture de l'Union européenne, au lieu de promouvoir un débat urgent et des approches alternatives pour une relance inclusive basée sur la solidarité, l'investissement dans le social et la construction de sociétés égalitaires.

Les délégués de l'Assemblée générale exhortent dès lors l'Union européenne et les Etats membres à s'accorder sur un **Pacte d'investissement social** en :

- 1) **Investissant dans un paquet de relance progressif** à même de soutenir les gens et de relever les niveaux de revenu, par l'investissement dans la création d'emplois de qualité, dans l'accès aux services et dans des systèmes de protection sociale performants, dont des systèmes de revenu minimum adéquats. Cet accès doit notamment être garanti aux groupes désavantagés par des approches d'inclusion active. Ce pacte doit également porter sur l'investissement dans l'éducation, les services de santé, l'accès à un logement et à des services énergétiques abordables et lutter contre des taux de sans-abrisme croissant.
- 2) **Confortant le rôle de l'Etat en tant que fournisseur de biens communs et garantir l'inclusion et la cohésion sociale** – en garantissant des services universels et égalitaires et la prospérité pour tous/tes, nécessaires au bien-être de chacun/e. Il faut mettre un terme au transfert des biens publics aux entreprises lucratives dans des secteurs au sein desquels la concurrence viole les droits sociaux.
- 3) **Obtenant et redistribuant les ressources de manière équitable** – inverser la tendance à l'augmentation des taux de travailleurs pauvres, par une réglementation sur des « salaires décents » et investir dans des systèmes de revenu minimum adéquat (qui atteigne au moins 60% du revenu médian disponible), tout en avançant dans l'élaboration d'un cadre européen garantissant des standards sociaux minimums dans toute l'Union européenne et ainsi un seuil social. Cela doit être financé par une fiscalité juste – donner priorité à un impôt progressif sur le revenu, un impôt sur la fortune, une taxe sur les transactions financières et lutter contre l'évasion et l'évitement fiscaux par une législation européenne, abolissant les paradis fiscaux et parvenant à remédier aux failles du système.
- 4) **Sauvant l'euro et renforçant la stabilité économique européenne** – non pas en sacrifiant la solidarité entre les régions, et entre riches et pauvres. Les euro-obligations, l'annulation des dettes impayables, une gestion flexible des déficits monétaires et une taxe sur les transactions financières en Europe sont des outils indispensables, mais la gouvernance économique doit être portée par des objectifs sociaux et avoir pour but ultime la justice sociale. Une priorité des plus urgentes est de sauvegarder la participation de la Grèce dans l'Eurozone et dans l'Union européenne et que la BCE fournisse un appui financier soutenable à tous les pays nécessitant d'être renfloués.
- 5) **Renforçant la responsabilité démocratique par une démocratie directe et participative** – en consolidant le rôle des parlements nationaux et européens et en investissant dans un dialogue régulier avec la société civile incluant toutes les parties prenantes, dont les ONG et les personnes en situation de pauvreté, afin d'élaborer, suivre et appliquer des solutions alternatives à la crise, notamment via la Stratégie Europe 2020.
- 6) **Mesurant le progrès social plutôt que la performance économique** – Aller au-delà du PIB et développer un index de développement multidimensionnel et durable, s'inspirant des indicateurs sociaux de la MOC sociale et mesurant les progrès engrangés en terme d'égalité, de santé, d'avantages matériels et de bien-être ainsi que de participation culturelle, sociale et politique. Réduire l'écart croissant entre les niveaux de revenu et de richesse, en établissant un objectif chiffré réaliste et ambitieux capable de générer des sociétés plus égalitaires.

Relancer une Stratégie Europe 2020, à un objectif de croissance inclusive et un objectif chiffré de réduction de la pauvreté respectés, au lieu d'être considérés comme les conséquences putatives d'autres priorités, offrirait un cadre général pour la promotion et le suivi de l'application d'un tel pacte d'investissement social. Cette stratégie relancée devrait être renforcée par des recommandations en terme de réduction de la pauvreté et des inégalités soutenues financièrement, en particulier par les Fonds structurels européens : au moins 25% du budget consacré à la Cohésion devrait être alloué au Fonds social européen (FSE) et au moins 20% du FSE circonscrit à l'inclusion sociale et à la lutte contre la pauvreté.

Remarque: la 23ème Assemblée générale d'EAPN a eu lieu en Norvège, du 7 au 9 juin 2012. Les délégations de 29 pays et de 9 organisations européennes ont pris part aux débats et activités. A cette Assemblée générale, Dynamo International (Réseau des travailleurs de rue) et la Fédération Internationale des Assistants Sociaux ont été reçus en tant que membres du Réseau EAPN.